

Mercuré : le Burundi ajourne la ratification de la Convention de Minamata

@rib News, 13/11/2017 â€“ Source Xinhua Le gouvernement burundais a ajournÃ© la ratification de la Convention de Minamata sur le Mercure pour se renseigner prÃ©alablement au sujet de ses implications sur l'environnement auprÃ©s des pays qui l'ont dÃ©jÃ ratifiÃ©e.

Le mercure est "un mÃ©tal lourd hautement toxique qui reprÃ©sente des menaces pour l'environnement mondial et prÃ©sente des menaces pour la santÃ© humaine notamment le systÃ©me nerveux, les poumons, la tyroÃ©de, les gencives et la peau, les yeux ainsi que sur tout le systÃ©me immunitaire", explique un communiquÃ© de presse publiÃ© lundi Ã Bujumbura par le porte-parole du gouvernement burundais, Philippe Nzobonariba. Selon le communiquÃ©, rendant compte sur les travaux du conseil des ministres de fin de semaine derniÃ©re, parmi les principales sources d'Ã©mission du mercure dans la nature, figurent l'orpaillage artisanal oÃ¹ il est utilisÃ© pour amalgamer les particules d'or. Il est Ã©galement utilisÃ© dans la fabrication de certains objets comme les piles, les appareils de mesure, ainsi que dans certains produits de santÃ©. Conscient de l'impact nocif de cette substance, les pays du monde se sont mis ensemble en fÃ©vrier 2009 pour Ã©laborer un instrument contraignant, Ã savoir cette convention de Minamata, adoptÃ©e en 2010 par 140 Etats. La mission principale de cette convention est de protÃ©ger la santÃ© humaine et l'environnement contre les Ã©missions et rejets de mercure. Selon M. Nzobonariba, le Burundi, en ratifiant cette convention, se sera engagÃ© Ã prendre des mesures pour Ã©liminer progressivement les produits contenant le mercure et d'Ã©laborer un plan d'actions national visant Ã Ã©liminer son utilisation dans l'extraction miniÃ©re artisanale. Durant des dÃ©cennies au dernier siÃ©cle, des milliers d'habitants riverains de la baie de Minamata, au Japon, ont Ã©tÃ© touchÃ©s par diffÃ©rentes formes d'intoxication par le mercure. En 2012, le ministre de l'environnement japonais, au nom de l'Etat japonais, a fait des excuses publiques auprÃ©s des malades et de leurs descendants.Ã

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});